

rois et ministres qui ont fait la grandeur de la France et de l'Angleterre. Voyez avec quelle ardeur ils stimulent le talent, les recherches et les découvertes du génie de l'industrie, avec quelle joie ils prodiguent les honneurs à ceux qui dotent leur pays d'une nouvelle industrie.

C'est par l'industrie que les nations européennes ont pu suffire à l'accroissement énorme de leur population et qu'elles sont parvenues à un si grand degré de richesse et de progrès. Que serait devenus ces vingt et trente millions d'hommes dans des pays où la propriété morcelée à l'infini ne suffisait déjà plus, il y a un siècle, à leur subsistance? Que feraient les millions de bras employés dans les usines et les manufactures?

Ah! sans doute, ce développement extraordinaire de la richesse publique, ces agglomérations gigantesques d'hommes employés dans l'industrie n'ont pas eu lieu sans produire des abus. L'homme s'est matérialisé au contact de cette matière en travail, tant de puissance lui a tourné la tête, et il a fait un mal de ce qui devait être un bien. Il a oublié que plus il était grand et riche, plus son intelligence était développée, plus il devait être fidèle aux commandements de Dieu, aux enseignements de la religion. Du progrès qui devait être pour lui un élément de foi et de bonheur, un moyen de reconnaître la grandeur de Dieu dont il n'est que l'image, il a fait un instrument de malheur et de perdition. Par la faute des patrons et des ouvriers qui ont oublié ce qu'ils doivent à la société et à la religion, l'industrie est devenue une source de désastres, un foyer de révolutions.

Mais de ce qu'on abuse d'une chose bonne et nécessaire s'en suit-il qu'il faille condamner et proscrire cette chose elle-même? S'il fallait détruire tout ce qui engendre des abus, quel est ce qui resterait debout dans le monde? Mais il faudrait tarir les sources de la vie elle-même!

Mais pourquoi prendre la peine de faire des raisonnements à ce sujet? Et ceux qui, en face de l'expatriation de nos compatriotes viendraient prêcher de pareilles doctrines donneraient une pauvre idée de leur intelligence.

Qu'on ne vienne pas dire que c'est la providence qui veut qu'il en soit ainsi! Non, ce n'est pas la providence qui veut qu'un homme meure de faim sur des trésors; ce n'est pas la Providence qui veut que les canadiens-français aillent travailler dans les manufactures étrangères, loin de leurs parents, de leurs amis et de leurs prêtres, plutôt que dans des manufactures nationales, au foyer de leurs croyances religieuses, de leurs traditions nationales. La providence! c'est un mot commode pour ceux qui n'ont pas d'énergie et de dévouement, une excuse facile pour la paresse.

Non, messieurs, la providence veut que l'homme travaille constamment et qu'il progresse, puisque le progrès est le résultat du travail, et elle veut que les nations se conservent et s'agrandissent, que sans cesse elles cherchent de nouveaux moyens de perfectionnement. Et s'il est vrai que la nation canadienne-française a une mission spéciale à remplir, ce n'est pas en s'amoindrissant, en se suicidant qu'elle remplira cette mission.

Mais j'ai suffisamment fait justice de cette phrase banale en si grand usage chez les peuples et les hommes qui manquent d'énergie: "c'est la Providence!" Un homme s'enivre, il a la tête pesante et les jambes incertaines, il rencontre un trou, tombe dedans et se casse une jambe: "Ah c'est la Providence qui l'a voulu," dit-il. Un autre passe à s'amuser le temps qu'il aurait dû consacrer à travailler; il reste pauvre toute sa vie: "c'est la Providence qui l'a voulu." Avec de pareilles consolations on ne fait que de mauvais chrétiens, de mauvais citoyens, et de misérables nations. Mais laissons là ces idées pour un moment.

Un autre tableau qui doit nous effrayer et nous donner une triste idée de notre situation, est celui de nos importations comparées à nos exportations. Depuis vingt ans les importations ont augmenté de soixante et dix millions de piastres.

C'est-à-dire que moins nous produisons, plus nous consommons. Cette année, les importations excèdent de vingt à vingt-quatre millions le chiffre de nos exportations. Ce qui veut dire que nos produits agricoles et forestiers ne pouvant plus suffire à payer ce que nous importons, nous sommes obligés de solder en argent cet excédant; or comme nous n'avons ni mines d'or ni d'argent, nous empruntons pour payer. Nous sommes exactement dans la position d'un homme qui, ayant une propriété riche en produits de toutes sortes, mais mal exploitée, vendrait tous les ans pour \$400 et achèterait pour \$600. Qu'arriverait-il à cet homme? Il comblerait ce déficit au moyen d'emprunts pendant un certain temps, puis ne trouvant plus à emprunter, ce serait la ruine, la ruine complète.

Je connais les théories de savants économistes sur cette question: je sais que plusieurs soutiennent avec raison qu'une nation peut importer plus qu'elle n'exporte et cependant être prospère, lorsque la différence n'est pas trop considérable et est en partie comblée par les profits

et l'agrandissement de la marine; mais ces théories ne s'appliquent pas aux circonstances dans lesquelles nous nous trouvons.

Laissons le côté abstrait de la question et demandons nous simplement, si au lieu de porter ces vingt millions en Angleterre, nous ne serions pas plus riches s'ils restaient ici dans l'exploitation de nos ressources, de nos richesses agricoles et industrielles. Combien de familles nous ferions vivre si nous fabriquions dans le Bas-Canada la moitié seulement des objets manufacturés que nous importons des autres pays! Chose pénible à avouer! on vient chercher quelques-uns de nos produits à l'état brut ou naturel et on nous les renvoie après en avoir augmenté la valeur d'un tiers ou d'une moitié par la fabrication. Qui ne se révolterait à la pensée que ce qui pourrait faire vivre ici nos compatriotes émigrés ne sert qu'à enrichir les manufacturiers étrangers à nos dépens et quelques centaines d'importateurs pour qui le Bas-Canada n'est qu'un comptoir.

Voulez-vous savoir où est le capital du pays, l'usage qu'on en fait et les personnes qui l'ont entre les mains. Allez sur les rues St. Jacques, St. François-Xavier, St. Paul et St. Sacrement; rôdez autour des banques et de la Bourse, des bureaux de change et d'assurance, et vous le saurez. Vous verrez là quelques centaines d'anglais jouant à la hausse et à la baisse, spéculant sur les fonds américains, les valeurs de Banques et de chemins de fer, et quelques dizaines de Canadiens-Français allant modestement déposer à la banque le fruit de leurs épargnes, et les banques elles-mêmes faisant de l'agiotage et allant jusque sur les marchés américains spéculer avec les fonds qu'on leur a confiés, c'est-à-dire, dans les deux cas, une richesse improductive, des capitaux déplacés, détournés de leurs voies naturelles, des capitaux qui servent à des fins plus ou moins honnêtes, lorsqu'ils devraient être employés à développer les richesses naturelles, l'industrie du pays.

Et on est surpris après cela que le pays soit pauvre, que toutes les classes de la société soient en souffrance!

A Montréal, au moins, il faut l'avouer, grâce à la position avantageuse qu'elle occupe comme entrepôt du commerce de l'Amérique du Nord, il y a assez de capitaux pour employer un grand nombre d'ouvriers dans la construction des maisons, mais comment voulez-vous que les autres parties du pays prospèrent dans un pareil ordre de choses? Comment veut-on, par exemple, que Québec, cette bonne et vieille ville si française et si intelligente, se conserve et s'agrandisse sans l'industrie?

Comme je le disais, il n'y a qu'un instant, qu'est-ce qui fait les grandes villes si ce n'est l'industrie. A Paris, Londres et Berlin, il y a des industries qui emploient souvent de vingt-cinq à cinquante mille hommes. Dans le Bas-Canada, l'exploitation et l'industrie du fer que la Confédération importe des pays étrangers pourraient faire vivre quinze à vingt mille ouvriers, c'est-à-dire de quatre-vingt à cent mille personnes. Combien d'autres industries que nous pourrions fonder et dont chacune pourrait employer de cinq à dix mille ouvriers et même deux et trois fois plus, du moment que nous aurions obtenu un marché en rapport avec la production? Or, qu'est-ce qui se passe dans les endroits fortunés où ces milliers d'ouvriers vont s'établir? Aussitôt on y accourt de toutes parts pour y faire le commerce, augmenter la production en proportion de l'augmentation de la population; l'argent circule en plus grande abondance et tout le monde en profite. Voyez donc ce qui a eu lieu à Acton pendant la fièvre des mines de cuivre; dans l'espace d'un an le village s'était presque transformé en ville. Et s'il fallait maintenant citer l'exemple des villes américaines sorties de terre comme par enchantement en vertu de la baguette magique de l'industrie, s'il fallait compter tous les endroits où dans l'espace de dix ans l'industrie a remplacé la forêt ou le désert par des cités splendides, je n'en finirais pas.

Il est d'assez bon goût ici de s'amuser aux dépens des Américains, de leur donner des coups d'épingle, faute de pouvoir faire plus. Je n'ai pas d'objection à cette manière de s'amuser; et il faut avouer que nos voisins prêtent bien à rire quelquefois. Mais je crois que si au lieu de perdre tant de temps à rire d'eux nous en prenions plus pour les imiter dans leur activité et leur esprit d'initiative, nous nous en trouverions mieux. Prenons garde qu'à la fin il ne nous reste plus personne pour rire et que ce soient les Américains qui aient le droit de rire de nous en nous montrant la moitié de la population canadienne à côté d'eux.

Mais, va-t-on me dire, est-il possible d'empêcher les capitaux d'aller où ils veulent? Oui, c'est possible. Ayons une législation qui empêche autant que possible les banques de porter sur les marchés étrangers des fonds si nécessaires au développement du pays, et comme les capitaux ne cherchent que l'intérêt, le profit et la spéculation, ouvrons-leur les débouchés de l'industrie, donnons-leur les moyens de lutter avec avantage sur le terrain de l'industrie contre les manufactures étrangères. Faisons des sacrifices pendant quelques années pour donner l'essor au

progrès matériel et laissons ensuite, si l'on veut, le désir de la richesse porter ses fruits naturels.

Me voilà arrivé subitement à l'un des moyens de mettre en pratique les idées que je viens d'exprimer.

Pourquoi l'Angleterre, la France et les Etats-Unis sont-ils des pays si riches et si prospères, si remarquables par leur industrie? C'est parce qu'ils ont compris une des lois de la nature aussi vraie dans l'ordre politique que dans l'ordre physique, savoir, que ce qui est faible ne peut lutter contre ce qui est fort, qu'une industrie naissante ne peut se soutenir contre une industrie fortement enracinée. C'est qu'ils ont eu des grands hommes pour les convaincre qu'un jeune pays où les capitaux sont rares, la main-d'œuvre élevée et la science peu développée, n'est pas en état de produire à aussi bon marché qu'un pays où le capital est abondant, où l'industrie est dans toute sa vigueur, parce qu'alors ce serait la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Enfin, ils ont compris aussi qu'un pays comme un homme, qui possède certaines facultés spéciales, certaines ressources particulières doit mettre tout en œuvre pour en tirer parti, pour en protéger le développement.

De même qu'un homme a le droit de vivre du talent que la providence lui a donné et d'empêcher les autres d'en jouir et profiter sans qu'on lui paie un certain tribut, ainsi une nation qui a une richesse particulière, un produit naturel d'une grande valeur, suffisant souvent pour l'enrichir, a le droit de protéger contre toute concurrence fatale, cet élément de progrès et de prospérité en établissant des droits sur les produits de l'étranger. La protection de ce qu'on a est un droit et même un devoir pour les nations comme pour les individus, puis qu'il est dans l'ordre de la nature que chacun vive avec ce qui lui est propre et tende à sa fin au moyen de ce que la providence lui a donné. En sorte que la protection pour un jeune pays est pour moi basée sur le bon sens, la logique, la nature et l'expérience. L'expérience, malheureusement! elle n'est qu'un vain mot pour un grand nombre d'hommes; dans ce pays-ci surtout on dirait souvent que l'histoire n'a pas été faite pour nous.

Avouons le, ces questions de protection et de libre-échange sont peu connues parmi nous; on dit, dois-je le répéter? que les trois quarts de nos membres ne savent pas ce que c'est; et pourtant la richesse d'un pays est presque toujours une question de tarif.

De ce que je viens de dire vous avez compris, messieurs, que se protéger est imposer des droits sur certains produits qui nous viennent de l'étranger, lorsqu'on n'est pas capable de produire les mêmes objets à aussi bon marché. Par exemple, supposons qu'un objet fabriqué ici coûte 4 sous la livre et que l'Angleterre puisse nous vendre la même chose trois sous, il est bien évident, n'est-ce pas? que personne ne sera assez fou pour mettre des capitaux dans la fabrication de cet objet. Mais imposez un droit de deux sous par livre sur chacun de ces objets qui nous vient de l'Angleterre, c'est une protection, car alors vous pouvez fabriquer et vendre à un sou meilleur marché que les manufacturiers anglais.

Je n'ai pas besoin de vous donner la définition du libre-échange; le mot le dit: c'est l'admission sans droit ou sans taxe des produits étrangers; on dit que le libre-échange existe entre deux pays, lorsque leurs produits respectifs peuvent traverser la frontière de l'un ou de l'autre sans payer aucuns droits.

Il n'y a rien d'aussi amusant peut-être dans le monde que l'histoire du libre-échange, car cette histoire prouve comme l'Angleterre est habile. Voyez-là, lorsqu'elle eut développé son industrie au moyen d'une protection effrayante, de droits qui montèrent jusqu'à cent cinquante par cent, comme elle s'émeut tout à coup en faveur de la liberté du commerce et des échanges. Sans doute, cette liberté devenait une protection, puisqu'elle était en état de produire et vendre à meilleur marché que toutes les autres nations, d'encombrer tous les marchés du monde de ses produits. Eh! messieurs, lorsque l'industrie est le résultat du paupérisme, le fruit de l'égoïsme, le fruit des sueurs et de l'épuisement de trois ou quatre cent mille ouvriers travaillant à raison de huit ou neuf sous par jour, il n'est pas difficile de vendre à bon marché. Les Etats-Unis avaient bien raison de dire qu'en se protégeant contre l'Angleterre, ils se protégeaient contre le travail esclave.

Je vous le demande, si les Etats-Unis jugent à propos, même actuellement, de se protéger contre les produits anglais, combien à plus forte raison devraient nous sentir ce besoin, surtout maintenant qu'elle se gêne si peu à notre égard. Pourquoi n'écririons-nous pas à l'Angleterre une lettre ainsi conçue:

"Très-chère belle-mère par la conquête,

"Vous êtes bénie entre toutes les belles mères et nous qui sommes vos enfants nous sommes bénis aussi. Votre nom est grand et votre royaume si considérable, qu'il ne voit jamais le soleil se coucher, comme vous dites avec tant de bonheur. Nous comprenons l'avantage de vivre à l'ombre d'un si grand et si puissant